Le gaspi, c'est fini ?

Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes veut faire des économies d'énergie dans ses bâtiments. Il a fait appel à un groupement d'entreprises, Ubigreen / SPIE sud-est, pour l'y aider. Explications

Il utilise d'importantes quantités d'électricité, de gaz, de fioul, de bois et d'eau. Son patrimoine immobilier est si étendu qu'il se répartit sur 300 sites. Inscrit dans une logique de développement durable, le Conseil départemental des Alpes-Maritimes souhaite contrôler, maîtriser et réduire sa consommation énergétique et, du même coup, ses factures. Vainqueur d'un appel d'offres public, le groupement Ubigreen / SPIE sud-est a signé avec lui un contrat en ce sens. Conclu en janvier dernier et valable un an, l'accord sera reconductible trois fois, pour une durée maximale de quatre années. Les objectifs assignés aux entreprises lauréates consistent à repérer et éliminer les gaspillages (fuites d'eau, chauffages ininterrompus, etc.), corriger les dysfonctionnements constatés et optimiser le fonctionnement des équipements, tout en préservant le confort des occupants.

© DR

En fonction des impératifs de terrain définis avec le Conseil départemental, Ubigreen peut proposer des tableaux analytiques personnalisés.

Des pratiques diversifiées

Les problématiques sont aussi variées que les bâtiments eux-mêmes. Président fondateur d'Ubigreen, Julien Mériaudeau confirme : *« Les biens immobiliers concernés sont vraiment très différents les uns des autres : nous sommes susceptibles d'intervenir dans 72 collèges, des bâtiments administratifs, des tunnels et même des écoles des neiges. »* Dans un premier temps, après audit, il s'agit de collecter des données sur les types d'énergies et de fluides utilisés, la consommation énergétique et les facteurs qui peuvent l'influencer, telles que le nombre d'occupants d'un bâtiment donné et sa variation en fonction de l'activité annuelle. *« Parler d'économie d'énergie en soi, ça n'a pas de sens. Il s'agit avant tout de définir des indicateurs pertinents. »* Par la suite, et sur la base des données chiffrées qu'elle collecte, Ubigreen favorise la mise en place de dispositifs d'alerte en cas d'anomalies et guide la collectivité vers un processus complet de décisions opérationnelles. En fonction des impératifs de terrain définis avec le Conseil départemental, elle peut proposer des tableaux de bord analytiques personnalisés et l'accompagner vers le changement. Évidemment, les bonnes pratiques qu'elle identifie dans un bâtiment donné peuvent également être généralisées. *« Une fois que nous avons pu établir un mode de fonctionnement pour un type de bâtiment déterminé, il n'est plus nécessaire d'avoir collecté des données précises sur un autre bâtiment similaire, pour le mettre en application ailleurs. »*

Pas qu'une question d'argent

Ubigreen concentre une partie de son action sur un volet communication. Soucieuse que l'économie qu'elle aide à réaliser soit pérenne, elle vise à *« vulgariser »* ses préconisations et avis techniques, pour les rendre accessibles à un public non averti. Les kilowattheures et mètres cube qu'utilise un service administratif sont donc susceptibles de se transformer en jours de consommation pour une famille ordinaire. Julien Mériaudeau a trouvé ses interlocuteurs directs au Conseil départemental des Alpes-Maritimes *« dynamiques et proactifs »*. D'après lui, la démarche enclenchée sera nécessairement payante : le simple fait de réfléchir aux moyens de faire des économies d'énergie permettrait d'identifier rapidement des pistes, à hauteur de 10 % des consommations antérieures. L'offre Ubigreen Performance doit permettre de doubler ce chiffre. Un apport qui va bien au-delà de la seule question pécuniaire. *« Publics ou privés, nos clients sont de plus en plus concernés par l'environnement. Des comportements aberrants subsistent, mais ils ont tendance à se raréfier. »*

• Martin de Kerimel / SOPRESS

> Paroles d'expert : Nicolas Peyrin, « Nous pouvons assurer un suivi en temps réel »

© DR

Nicolas Peyrin. Économe de flux au Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Quelles ont été les premières étapes de la collaboration du groupement Ubigreen / SPIE sud-est avec le Conseil départemental ?
Pour l'installation de compteurs intelligents, nous avons retenu une dizaine de sites prioritaires. Auparavant, le suivi des consommations et dépenses énergétiques s'effectuait sur facture, a posteriori. Désormais, nous pouvons assurer un suivi en temps réel.

Quels sont les premiers résultats que vous avez constatés ?
Il est un peu tôt pour donner des chiffres. L'ensemble de notre dispositif sera opérationnel à la fin du mois. Nous pourrons commencer à exploiter les données recueillies. La diversité des sites retenus - cinq collèges, deux maisons départementales de la solidarité, le parc routier de Carros, l'école de neige d'Auron et le laboratoire vétérinaire de Biot - permettra ensuite de dupliquer les solutions sur d'autres sites équivalents. Les audits énergétiques représentent un coût : il faut un retour sur investissement.

Le but, c'est aussi de mobiliser les fonctionnaires et agents du Conseil départemental ? Le public ?
Cela relève d'une démarche assez globale du Conseil départemental, engagé dans un plan climat énergie. Dans les collèges, en fonction des résultats constatés, il y aura peut-être des animations ou de petites sessions d'information : les élèves en discuteront ensuite avec leurs amis et parents. Nous, nous sommes dans l'opérationnel. Avec Ubigreen, toutes les données remontent sur une plateforme unique, ce qui permet de programmer des alertes en cas de surconsommation. Nous pouvons alors réagir à J+1.

Propos recueillis par Martin de Kerimel / SOPRESS

> Travaux

Assainissement et canalisations

La Communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée conduit des travaux de création d'un réseau d'assainissement des eaux usées, quartiers de la Palayson, Les Vergers et Bellevue, à Roquebrune-sur-Argens. Parmi quatre candidats, ils ont été confiés à une société de Fréjus, RBTP HMT SERVICE, pour une tranche ferme et cinq tranches conditionnelles de canalisations. La valeur finale totale du marché est fixée à 2 807 744,50 euros.

Aménagement de voirie

À Levens et Tourrette-Levens, l'aménagement de la Ligne droite des près et l'élargissement de voirie du quartier des Moulins fait l'objet d'un important marché public de la Métropole Nice Côte d'Azur. Il a été découpé en lots et confié aux sociétés DAMIANI FRERES et LA NOUVELLE SIROLAISE DE CONSTRUCTION (Carros), AVRIL PAYSAGISTE (Roquefort-Les-Pins) et AZUR TRAVAUX (Brignoles). Son montant dépasse les 520 000 euros HT.

> Services

Maintenance logicielle

La Ville de Nice a commandé une mission de maintenance du logiciel Maelis, pour la gestion de la petite enfance, des prestations scolaires et périscolaires et des prestations associées. Conclu pour un an et renouvelable trois fois, ce marché public repose sur un montant annuel de 251 160,25 euros HT. Il a été confié à une société d'Aubagne : SIGEC.

Arbre de Noël

La salle Nikaïa de Nice accueillera le 5 décembre prochain un spectacle pour enfants, organisé à l'occasion du traditionnel arbre de Noël du personnel du Conseil départemental. Cette prestation festive a été confiée à une société niçoise : DIRECTO. La collectivité honorera une facture de 34 200 euros HT.

Spectacles musicaux

De nombreux groupes musicaux ont signé avec la Ville de Nice pour l'organisation de concerts lors de l'évènement Prom'Party. Six styles sont représentés, pour autant de lots de marché public attribués par la collectivité. Les attributaires sont les sociétés niçoises LES ALIZES, KALICE, DJ DENIS ANIMATION, AZUR ACCORDEON, ART VIVACE, NICE KIDS, OLLODUM et AZUR BIG BAND, SHAKE YOUR MUSIC PRODUCTIONS, ainsi que les associations LIVE PLAY et ADAC. La Ville a également fait appel aux sociétés ANTONI PINNA (Villeneuve-Loubet) et DK PRODUCTIONS (Carros). L'ensemble de la prestation revient à un montant prévisionnel fixé à 66 000 euros HT.

Gestion des déchets

La Communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée a passé un marché public important pour le transport des déchets de Fréjus, ainsi que pour l'exploitation de la déchetterie et du quai de transfert. Parmi les trois entreprises candidates, la collectivité a retenu l'offre de PROPOLYS / SGEA / PASINI, un groupement de Draguignan. Le montant total final du marché s'établit à 4 458 876 euros.